

ASSEMBLEE NATIONALE
REQU

'96 AVR 15 15:46

OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR

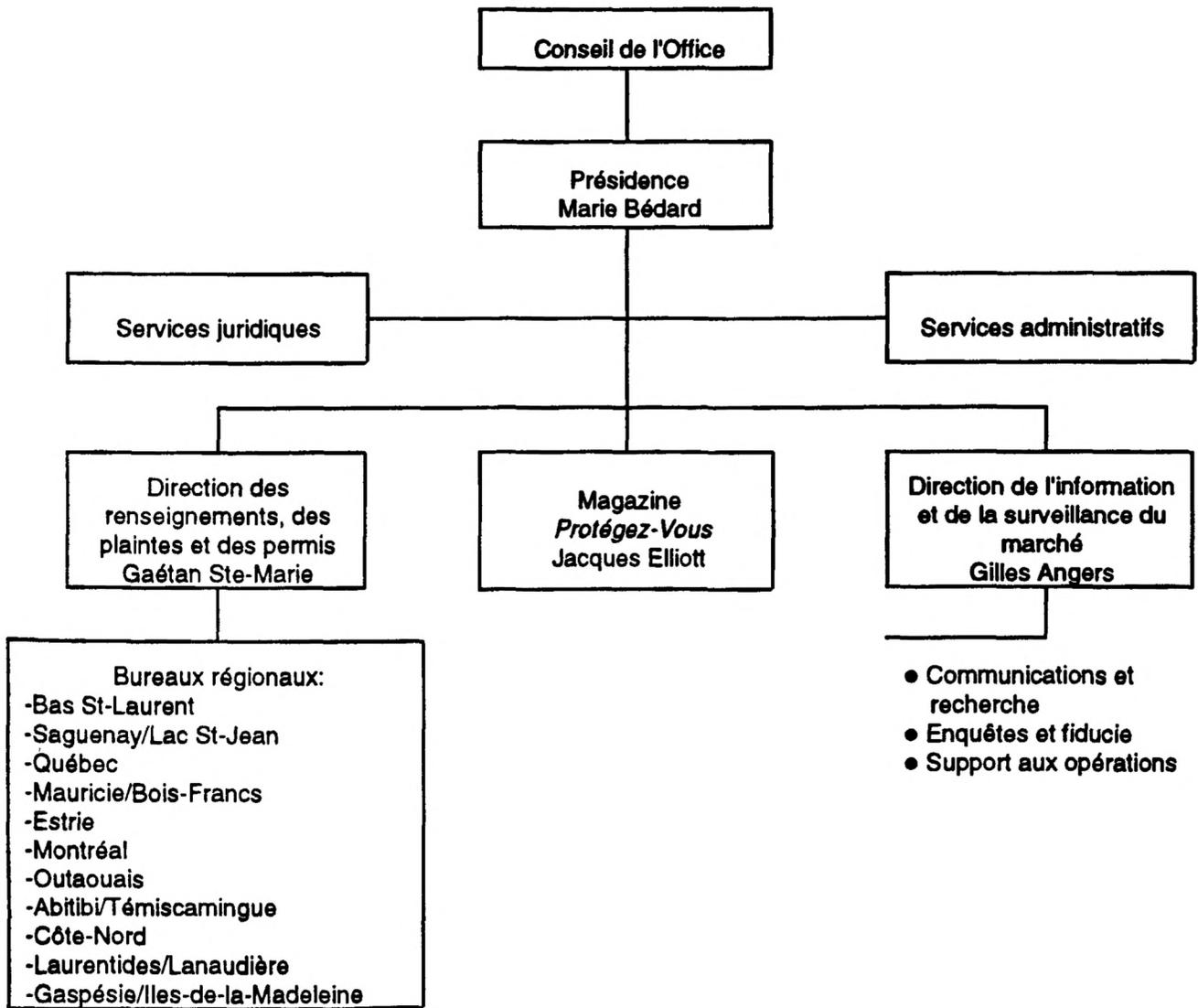
ÉTUDE DES CRÉDITS

1996-1997

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX ET PARTICULIERS
REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

G.1 Organigramme du ministère ou de l'organisme en indiquant pour chaque poste le nom et le titre du titulaire

OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR



G.2 Liste de toutes les publications du ministère ou de l'organisme (incluant les publications régulières, particulières ou occasionnelles) :

- tirage
- coût
- distribution
- Imprimeur
- copie des publications parues depuis le 1er avril 1995

En 1995-1996 :

PUBLICATIONS DE L'OPC				
TITRE	TIRAGE	COÛT D'IMPRESSION	IMPRIMEUR	MODE DE DISTRIBUTION
L'OPC EN BREF (Bulletin interne)	125 exemplaires	Réalisé à l'interne	Photocopies	Courrier interne
RAPPORT ANNUEL	800 exemplaires	1542,36 \$	Imprimerie Laurentide	Poste Canada Courrier interne Publications du Québec (en vente) Autres exemplaires en vente (2 \$) dans les librairies des Publications du Québec
PROTÉGEZ-VOUS	134 181 exemplaires	Autofinancé	Transcontinental (Montréal)	Abonnement et kiosque

G.3 Liste des voyages hors Québec depuis le 1^{er} avril 1995 :

- . **endroit et dates du départ et du retour;**
 - . **but du voyage;**
 - . **personnes rencontrées;**
 - . **coût;**
 - . **noms des ministres, députés, personnel de cabinet et fonctionnaires concernés (avec leur titre);**
 - . **pour les organismes, noms des dirigeants et fonctionnaires concernés;**
 - . **bilan et résultat des rencontres.**
-

1- VOYAGE À TORONTO, ONTARIO, DU 9 AU 12 AVRIL 1995. COÛT : 562 \$

Rencontre du comité de travail sur le crédit, dans le cadre de la négociation de l'entente intracanadienne sur l'abattement des barrières commerciales.

- . M. Luis Curras, avocat aux Services juridiques de l'OPC.

Personnes rencontrées

Groupe de travail sur la divulgation du crédit

<i>Nom</i>	<i>Gouvernement</i>
Pierre Pitre, co-président	Fédéral
Rob Harper, co-président	Ontario
Nicole Audesse	Fédéral
David Waite	Fédéral
Rick Bowes	Alberta
Rick Solkowski	Alberta
Barry Bain	Colombie-Britannique
Ian Anderson	Manitoba
Denis Robidoux	Manitoba
Judith Budowitch	Nouveau-Brunswick
Anne Merry	Nouvelle-Écosse (et Île-du-Prince-Édouard)
Bill Wassiliou	Ontario
Brent Prenovost	Saskatchewan
Len Penton	Terre-Neuve

Bilan et résultat des rencontres

- La rencontre a permis de parvenir à une entente sur un projet de consultation concernant le contenu d'une loi harmonisée portant sur la divulgation du coût du crédit au Canada dans le cadre de l'Accord sur le commerce intérieur.
- À la suite de cette rencontre, un document de consultation a été publié et distribué à tous les intervenants.

G.3 Liste des voyages hors Québec depuis le 1^{er} avril 1995 :

- . **endroit et dates du départ et du retour;**
 - . **but du voyage;**
 - . **personnes rencontrées;**
 - . **coût;**
 - . **noms des ministres, députés, personnel de cabinet et fonctionnaires concernés (avec leur titre);**
 - . **pour les organismes, noms des dirigeants et fonctionnaires concernés;**
 - . **bilan et résultat des rencontres.**
-

2- VOYAGE À TORONTO, ONTARIO, DU 10 AU 13 SEPTEMBRE 1995. COÛT : 903 \$

Rencontre concernant les négociations sur l'Accord sur le commerce intérieur.

- . M. Luis Curras, avocat aux Services juridiques de l'OPC.
- . Mme Françoise Lebeau, avocate aux Services juridiques de l'OPC.

Personnes rencontrées

Comité sur les mesures en consommation (Accord sur le commerce intérieur)

<i>Nom</i>	<i>Gouvernement</i>
Zane Brown, co-président	Fédéral
Joseph Hoffman, co-président	Ontario
Nicole Audesse	Fédéral
David Waite	Fédéral
Rick Solkowski	Alberta
Barry Bain	Colombie-Britannique
Ian Anderson	Manitoba
Judith Budowitch	Nouveau-Brunswick
Anne Merry	Nouvelle-Écosse (et Île-du-Prince-Édouard)
Bill Wassiliou	Ontario
Linda Ens	Saskatchewan
Brent Prenovost	Saskatchewan
Len Penton	Terre-Neuve

Association des administrateurs de bureaux de protection du consommateur

Nom des personnes rencontrées non disponible pour le moment.

Bilan et résultat des rencontres

- . Le comité a passé en revue toutes les représentations faites lors de la consultation sur la divulgation du coût du crédit.
- . Le comité est parvenu à une entente concernant le commerce itinérant.

G.3 Liste des voyages hors Québec depuis le 1^{er} avril 1995 :

- . **endroit et dates du départ et du retour;**
 - . **but du voyage;**
 - . **personnes rencontrées;**
 - . **coût;**
 - . **noms des ministres, députés, personnel de cabinet et fonctionnaires concernés (avec leur titre);**
 - . **pour les organismes, noms des dirigeants et fonctionnaires concernés;**
 - . **bilan et résultat des rencontres.**
-

- Le comité a discuté de la possibilité de créer une banque de données informatisée sur la littérature en consommation ainsi que des modalités de sa mise en oeuvre. Le principe a été accepté.
- Le comité a reçu les représentants de l'Association des administrateurs de bureaux de protection du consommateur (NACAA : North American Consumer Agencies Administrators), qui réunit des représentants des États-Unis, du Mexique et du Canada (gouvernements fédéral et provinciaux). Le comité a été informé des nouvelles règles américaines pour contrôler la fraude par téléphone.

3- VOYAGE À TORONTO, ONTARIO, DU 3 AU 6 DÉCEMBRE 1995. COÛT : 609 \$

Réunion du sous-groupe en charge d'explorer des solutions à court, moyen et long termes aux problèmes de règlement de conflits trans-frontière, à la suite de l'entente sur la libéralisation des échanges commerciaux au Canada.

- . M. Luis Curras, avocat aux Services juridiques de l'OPC.

Personnes rencontrées

<i>Nom</i>	<i>Gouvernement</i>
Rick Solkowski	Alberta
Robert Cantasio	Ontario
Ian Anderson	Manitoba

Bilan et résultat des rencontres

- Les participants ont examiné un document préparé par la Saskatchewan, faisant état des problèmes dans le commerce interprovincial.

COÛT TOTAL DES VOYAGES HORS-QUÉBEC :

2 074 \$

G.4 Liste des dépenses en publicité et des articles promotionnels :

- . les sommes dépensées pour l'exercice financier 1995-1996 et les prévisions pour 1996-1997;**
 - . la ventilation des dépenses par type de média;**
 - . les noms des fournisseurs;**
 - . le but visé par chaque dépense.**
-

Aucune dépense en publicité et en articles promotionnels en 1995-1996 pour l'Office de la protection du consommateur.

Aucune prévision pour l'exercice financier 1996-1997.

G.5 Liste des sondages effectués durant l'exercice financier 1995-1996 à la demande des ministères, organismes, sociétés, régies et commissions qui s'y rattachent :

- . liste et coût;
 - . copie des soumissions;
 - . copie du questionnaire et du résultat.
-

Il n'y a eu aucun sondage effectué durant l'exercice financier 1995-1996 à la demande de l'Office de la protection du consommateur.

G.6 Liste des études commandées durant l'exercice financier 1995-1996 à la demande du ministère ou de l'organisme :

- . liste et coût;
 - . copie des soumissions;
 - . copie des études.
-

Il n'y a eu aucune étude commandée durant l'exercice financier 1995-1996 à la demande de l'Office de la protection du consommateur.

G.7 Liste des contrats de moins de 25 000 dollars octroyés par le ministère ou l'organisme depuis le 1^{er} avril 1995 au 31 mars 1996 en indiquant :

- le nom du professionnel(le) ou de la firme (était-ce le plus bas soumissionnaire?);
- le mandat et le résultat (rapport ou document final);
- le coût;
- le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié).

CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$			
NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME	MANDAT	COÛT	MODE ⁽¹⁾ D'OCTROI
B. & L. LITHO (1986) INC.	Travaux d'impression	64,79 \$	C.O.
B. & L. LITHO (1986) INC.	Travaux d'impression	81,76 \$	C.O.
BANVILLE, LUDGER	Sténographie judiciaire	231,00 \$	C.N.
BARRETTE COMMUNICATION GRAPHIQUE	Travaux graphiques	1 540,00 \$	C.N.
BÉLIVEAU, PROULX	Sténographie judiciaire	50,00 \$	C.N.
BÉLIVEAU, FLORENCE	Sténographie judiciaire	75,00 \$	C.N.
BELL CANADA	Banque de données informatiques	400,00 \$	C.N.
BELL CANADA	Entretien de systèmes téléphoniques	912,00 \$	C.N.
BELLEAU, MICHÈLE	Sténographie judiciaire	75,00 \$	C.N.
COMPÉLEC INC.	Travaux graphiques	990,00 \$	C.N.
CONTACT-TEL INC.	Service pour messagerie (en attente)	882,00 \$	C.N.
COIFAX ENR.	Travaux d'impression	87,50 \$	C.O.
DESCHAMPS DESIGN	Travaux d'impression	95,00 \$	C.N.
DOLBEC TRANSPORT (1993) INC.	Déménagement/manutention	132,00 \$	C.N.
DOLBEC TRANSPORT (1993) INC.	Déménagement/manutention	1 000,00 \$	C.N.
DOLBEC TRANSPORT (1993) INC.	Déménagement/manutention	56,00 \$	C.N.
DUFOUR, ARSENEAU	Sténographie judiciaire	420,00 \$	C.N.
ÉLECT INC.	Travaux d'électricité	332,00 \$	C.N.
ÉLECT INC.	Travaux d'électricité	911,19 \$	C.N.
ÉLECTRO PULSE	Travaux de réparation (télécopieur)	135,00 \$	C.N.
ELGEM ASSOCIATES	Formation (Informatique)	3 600,00 \$	C.N.
ENTREPÔT IDÉAL INC.	Service de conservation des documents	2 730,00 \$	C.N.
ENTRETIEN DES ROSIERS DESJARDINS	Nettoyage de cloisons	230,00 \$	C.N.
ÉRICATEL LTÉE	Entretien de systèmes téléphoniques	6 486,28 \$	C.N.
FONDS DES SERVICES INFORMATIQUES	Surveillance, support et opération à distance du réseau local	1 617,00 \$	FONDS
FORMULATECH ENR.	Travaux d'impression	324,00 \$	C.N.
FORMULATECH ENR.	Travaux d'impression	378,00 \$	C.N.
FORMULES D'AFFAIRES MAGOG-ORFORD	Travaux d'impression	465,00 \$	C.O.

⁽¹⁾ Légende tableau / mode d'octroi :

C.N. - contrat négocié

S.I. - soumission sur invitation

C.O. - commande ouverte

S.P. - soumission publique

O.P. - offre permanente

G.7 Liste des contrats de moins de 25 000 dollars octroyés par le ministère ou l'organisme depuis le 1^{er} avril 1995 au 31 mars 1996 en indiquant :

- le nom du professionnel(le) ou de la firme (était-ce le plus bas soumissionnaire?);
- le mandat et le résultat (rapport ou document final);
- le coût;
- le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié).

CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$			
NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME	MANDAT	COÛT	MODE ⁽¹⁾ D'OCTROI
FORMULES D'AFFAIRES CCL	Travaux d'impression	243,00 \$	C.N.
GESPRO INFORMATIQUE INC.	Entretien et évolution du système informatique des commerçants	9 971,00 \$	C.N.
GESTION UNIVERT INC.	Service d'entretien de plantes	1 050,00 \$	C.N.
GROUPE I.S.T. INC.	Impression de listes informatiques	1 000,00 \$	C.N.
IMPRIMERIE HÉON & NADEAU LTÉE	Travaux d'impression	995,00 \$	C.O.
IMPRIMERIE HÉON & NADEAU LTÉE	Travaux d'impression	825,00 \$	C.O.
IMPRIMERIE HÉON & NADEAU LTÉE	Travaux d'impression	2 150,00 \$	C.O.
IMPRIMERIE HÉON & NADEAU LTÉE	Travaux d'impression	470,00 \$	C.O.
IMPRIMERIE A. GARNEAU INC.	Travaux d'impression	1 388,60 \$	C.N.
IMPRIMERIE INDUSTRIELLE INC.	Travaux d'impression	1 256,00 \$	C.N.
IMPRIMERIE LA RENAISSANCE INC.	Travaux d'impression	2 999,00 \$	C.N.
IMPRIMERIE ROVANCEL INC.	Travaux d'impression	230,00 \$	C.N.
IMPRIMERIE ROVANCEL INC.	Travaux d'impression	115,00 \$	C.N.
J.B. DESCHAMPS INC.	Travaux d'impression	1 152,66 \$	C.N.
JACQUES JOLY INC.	Analyses statistiques	150,00 \$	C.N.
LA CIE DU TEMPS SIMPLEX	Travaux de réparation (horodateur)	170,50 \$	C.N.
LA CIE DU TEMPS SIMPLEX	Travaux de réparation (horodateur)	182,50 \$	C.N.
LA CIE DU TEMPS SIMPLEX	Travaux de réparation (horodateur)	290,05 \$	C.N.
LE SPÉCIALISTE DU STYLO INC.	Réparation d'une déchiqueteuse	272,00 \$	C.N.
LE GROUPE M.I.R.	Câblage informatique	7 200,00 \$	C.N.
LE GROUPE M.I.R.	Câblage informatique	287,70 \$	C.N.
LECLERC ÉLECTRONIQUE ENR.	Travaux de réparation	39,95 \$	C.N.
LES PUBLICATIONS DU QUÉBEC	Travaux d'impression	1 542,36 \$	C.N.
LES ÉTABLISSEMENTS DU GENTILHOMME	Réparation de cloisons	228,95 \$	C.N.
LES IMPRESSIONS PICHÉ INC.	Travaux d'impression	3 765,00 \$	C.N.

⁽¹⁾ Légende tableau / mode d'octroi :

C.N. - contrat négocié

S.I. - soumission sur invitation

C.O. - commande ouverte

S.P. - soumission publique

O.P. - offre permanente

G.7 Liste des contrats de moins de 25 000 dollars octroyés par le ministère ou l'organisme depuis le 1^{er} avril 1995 au 31 mars 1996 en indiquant :

- le nom du professionnel(le) ou de la firme (était-ce le plus bas soumissionnaire?);
- le mandat et le résultat (rapport ou document final);
- le coût;
- le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié).

CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$			
NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME	MANDAT	COÛT	MODE ⁽¹⁾ D'OCTROI
L'OASIS VAPOREL ENR.	Nettoyage de fontaines d'eau	90,00 \$	C.N.
L'OASIS VAPOREL ENR.	Nettoyage de fontaines d'eau	45,00 \$	C.N.
L'OASIS VAPOREL ENR.	Nettoyage de fontaines d'eau	45,00 \$	C.N.
MINISTRE DÉLÉGUÉE À L'ADMINISTRATION ET À LA FONCTION PUBLIQUE (DGI)	Services de conseil en systématisation et en informatisation	3 000,00 \$	FONDS
MINISTRE DÉLÉGUÉE À L'ADMINISTRATION ET À LA FONCTION PUBLIQUE	Entretien et réparation de tout l'équipement bureautique	20 628,00 \$	FONDS
MORISSET, PIERRE	Témoin-expert	500,00 \$	C.N.
NORMANDIN, ROBERT	Témoin-expert	1 000,00 \$	C.N.
P. AUBUT INC.	Travaux de réparation	159,82 \$	C.N.
P. AUBUT INC.	Travaux de réparation	97,84 \$	C.N.
P. AUBUT INC.	Travaux de réparation	52,28 \$	C.N.
P. AUBUT INC.	Travaux de réparation	41,64 \$	C.N.
P. AUBUT INC.	Travaux de réparation	744,64 \$	C.N.
PRESCOM LTÉE	Travaux d'impression	195,00 \$	C.N.
PRESCOM LTÉE	Travaux d'impression	385,00 \$	C.N.
PRESCOM LTÉE	Travaux d'impression	695,00 \$	C.N.
PRESCOM LTÉE	Travaux d'impression	695,00 \$	C.N.
PRESCOM LTÉE	Travaux d'impression	1 796,00 \$	C.N.
PRESCOM LTÉE	Travaux d'impression	225,00 \$	C.N.
PRESCOM LTÉE	Travaux d'impression	225,00 \$	C.N.
PROULX, DENISE	Sténographie judiciaire	50,00 \$	C.N.
SANTERRE, SERGE	Nettoyage de fontaines d'eau	245,00 \$	C.N.
SERVICE RÉGIONAL D'INTERPRÉTATION DU QUÉBEC	Services d'interprète	435,00 \$	C.N.
SOCIÉTÉ ONYX ENR.	Câblage informatique	2 000,00 \$	C.N.
SOM INC.	Tableaux informatiques	150,00 \$	C.N.
SYSTÈMES ACCI (LES)	Mandat d'architecture des systèmes de communications et de télécommunications	2 000,00 \$	C.N.
TRANSCRIPTIONS VERBATIM INC.	Enregistrement presse électronique	5 000,00 \$	C.N.
TRANSPORT INTER BOURG INC.	Déménagement/manutention	123,72 \$	O.P.

⁽¹⁾ Légende tableau / mode d'octroi :

C.N. - contrat négocié

S.I. - soumission sur invitation

C.O. - commande ouverte

S.P. - soumission publique

O.P. - offre permanente

G.7 Liste des contrats de moins de 25 000 dollars octroyés par le ministère ou l'organisme depuis le 1^{er} avril 1995 au 31 mars 1996 en indiquant :

- . le nom du professionnel(le) ou de la firme (était-ce le plus bas soumissionnaire?);
 - . le mandat et le résultat (rapport ou document final);
 - . le coût;
 - . le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié).
-

CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$			
NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME	MANDAT	COÛT	MODE ⁽¹⁾ D'OCTROI
TRANSPORT INTER BOURG INC.	Déménagement/manutention	835,18 \$	O.P.
TRANSPORT INTER BOURG INC.	Déménagement/manutention	1 337,95 \$	O.P.
TRANSPORT ROYAL INC.	Déménagement/manutention	953,10 \$	O.P.
TRANSPORT ROYAL INC.	Déménagement/manutention	978,47 \$	O.P.
TRANSPORT ROYAL INC.	Déménagement/manutention	1 836,76 \$	O.P.
VANDEC INDUSTRIE INC.	Travaux de réparation (casques d'écoute)	65,00 \$	C.N.

⁽¹⁾ Légende tableau / mode d'octroi :

C.N. - contrat négocié

S.I. - soumission sur invitation

C.O. - commande ouverte

S.P. - soumission publique

O.P. - offre permanente

G.8 Liste détaillée des contrats qui, depuis le 1^{er} avril 1995, ont fait l'objet d'un versement supplémentaire par rapport au montant initial, le montant du surplus versé, le montant du contrat initial, les raisons du dépassement et le nom de l'entreprise qui a réalisé le contrat.

NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME	MANDAT	MONTANT INITIAL	SURPLUS VERSÉ	RAISONS DU DÉPASSEMENT
ENTRETIEN DESROSIERS/DESJARDINS	Nettoyage de cloisons	150,00 \$	80,00 \$	Nombre de cloisons supérieur à celui estimé
IMPRIMERIE HÉON ET NADEAU LTÉE	Travaux d'impression	410,00 \$	60,00 \$	Coût d'impression plus élevé que l'estimation
P. AUBUT INC.	Travaux de réparation (serrurier)	316,20 \$	428,44 \$	Travail supplémentaire demandé par l'Office
TRANSPORT ROYAL INC.	Déménagement/ manutention	913,88 \$	64,59 \$	Nombre d'heures supérieur à celui estimé
TRANSPORT ROYAL INC.	Déménagement/ manutention	1 221,92 \$	614,84 \$	Nombre d'heures et d'employés supérieur à celui estimé

G.9 Le montant, pour l'année 1995-1996, de chacune des dépenses suivantes :

- . la photocopie;
- . la télécopie (fax), si identifiable à même les coûts reliés à la téléphonie;
- . la téléphonie cellulaire et coût d'utilisation;
- . les téléavertisseurs;
- . le mobilier de bureau;
- . les fournitures, tels agendas, valises, dictionnaires, calculatrices, stylos ou crayons, boîtes de carton (en identifiant les coûts pour chaque item);
- . distributeurs d'eau de source;
- . le remboursement des frais de transport;
- . le remboursement des frais d'hébergement;
- . le remboursement des frais de repas;
- . l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toutes sessions de type perfectionnement ou ressourcement: a) au Québec b) à l'extérieur du Québec.

POSTE DE DÉPENSES	MONTANT⁽¹⁾
Photocopie	24,4 K \$
Télécopie	13,4 K \$
Téléphonie cellulaire (coût d'utilisation) ⁽²⁾	1,1 K \$
Téléavertisseurs	0,1 K \$
Mobilier de bureau	0,8 K \$
Fournitures de bureau	29,8 K \$
Distributeurs d'eau de source	2,9 K \$
Remboursement des frais de voyage	102,7 K \$
Congrès, colloques et autres sessions de type perfectionnement:	
. au Québec	36,6 K \$
. à l'extérieur du Québec	0

⁽¹⁾ Dépenses estimées sur la base des dépenses réelles au 15 mars 1996.

⁽²⁾ Téléphone cellulaire propriété de l'Office depuis le 17 mai 1995.

G.10 La liste de tous les véhicules fournis en indiquant pour chacun :

- . la marque et le modèle du véhicule;**
 - . le coût d'acquisition ou de location et l'année de la transaction;**
 - . les coûts d'entretien des véhicules (réparation);**
 - . les coûts d'utilisation des véhicules (essence, assurances, immatriculation);**
 - . le nom et le poste du bénéficiaire;**
 - . appels d'offres faits en 1995-1996 et les prévisions pour 1996-1997.**
-

L'Office de la protection du consommateur ne fournit aucun véhicule à un membre de son personnel ni à un membre de son conseil d'administration.

G.11 Pour chacun des ministères et des organismes publics et parapublics sous leur autorité, combien de personnes, dont la cotisation fut payée en 1995-1996 par l'employeur, sont membres de corporations professionnelles, de clubs privés (clubs d'affaires, clubs sociaux, clubs de golf ou autres) et à quelle somme s'élève le montant global payé pour ces cotisations?

- Quelle est la fonction de chaque personne concernée ainsi que le coût de la cotisation à chacun des clubs ou corporations professionnelles (en indiquant le nom des clubs ou de la corporation professionnelle)?**
-

1. CORPORATIONS PROFESSIONNELLES

Cotisations annuelles au Barreau du Québec payées pour quatorze (14) avocats à l'emploi de l'Office de la protection du consommateur au 1^{er} avril 1995.

. Béchara, Gilberte	723,00 \$
. Coutu, Marie	723,00
. Curras, Luis	723,00
. Denis, Gérard	723,00
. Gignac, Daniel	713,00
. Lebeau, Françoise	723,00
. Morgan, Lawrence	723,00
. Papineau, Nicole	723,00
. Paquette, Yves-Albert	723,00
. Renaud, Jean-Louis	713,00
. Rochon, André	723,00
. Turpin, Claude	723,00
. Valois, Pierre	723,00
. Vignola, Jacques	723,00
	<hr/>
	10 102,00 \$
	<hr/>

2. CLUBS PRIVÉS

Aucune cotisation payée en 1995-1996 pour des clubs privés (clubs d'affaires, clubs sociaux, clubs de golf ou autres).

G.12 Le nombre et la répartition du personnel masculin et féminin, des jeunes de moins de 30 ans, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles (de chaque ministère et pour chacun des organismes relevant de sa compétence) pour chaque catégorie d'emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) pour 1995-1996 ainsi que les prévisions pour 1996-1997. Pour chaque catégorie, indiquer le pourcentage par rapport à l'effectif total du ministère ou de l'organisme.

RÉPARTITION DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES JEUNES DE MOINS DE 30 ANS, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES ⁽¹⁾				
CATÉGORIE	TOTAL O.P.C.			
	HOMMES	%	FEMMES	%
. PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ				
1995-1996 - Hors cadre	0/1	0	1/1	100
1996-1997 - Hors cadre (prévisions)	0/1	0	1/1	100
1995-1996 - Cadres supérieurs	3/3	100	0/3	0
1996-1997 - Cadres supérieurs (prévisions)	3/3	100	0/3	0
1995-1996 - Cadres intermédiaires	5/7	71,42	2/7	28,57
1996-1997 - Cadres intermédiaires (prévisions)	5/7	71,42	2/7	28,57
1995-1996 - Professionnels	13/23	56,52	10/23	43,47
1996-1997 - Professionnels (prévisions)	13/23	56,52	10/23	43,47
1995-1996 - Fonctionnaires	27/76	35,52	49/76	64,47
1996-1997 - Fonctionnaires (prévisions)	27/76	35,52	49/76	64,47
. COMMUNAUTÉS CULTURELLES				
1995-1996 - Fonctionnaires	2/110	0,02	1/110	0,01
1996-1997 - Fonctionnaires (prévisions)	2/110	0,02	1/110	0,01
. HANDICAPÉS				
1995-1996 - Fonctionnaires	1/110	0,01	0/110	0,00
1996-1997 - Fonctionnaires (prévisions)	1/110	0,01	0/110	0,00
. ANGLOPHONES				
1995-1996 - Cadre intermédiaire	1/110	0,01	0/110	0,00
1996-1997 - Cadre intermédiaire (prévisions)	1/110	0,01	0/110	0,00
. AUTOCHTONES				
1995-1996 - Fonctionnaires	0/110	0,00	1/110	0,01
1996-1997 - Fonctionnaires (prévisions)	0/110	0,00	1/110	0,01
. MOINS DE 30 ANS				
1995-1996 - Toutes catégories	0/110	0,00	0/110	0,00
1996-1997 - Toutes catégories (prévisions)	0/110	0,00	0/110	0,00

⁽¹⁾ Ces statistiques se réfèrent à des postes occupés et non des postes autorisés.

G.13 À chacun des mois du dernier exercice budgétaire (1995-1996) pour chaque ministère et organisme, et ce par catégorie d'emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) :

A) Nombre total de jours de maladie pris par le personnel*

	PROFES- SIONNEL	PBTA	OUVRIER	CADRE INTERMÉDIAIRE	CADRE SUPÉRIEUR	TOTAL
AVRIL	14,5	68,0			—	82,5
MAI	5,5	57,0	1,0		—	63,5
JUIN	4,0	34,5	1,0	2,0	—	41,5
JUILLET	3,5	20,5			—	24,0
AOÛT	7,0	37,0	1,0		—	45,0
SEPTEMBRE	6,0	61,5	1,0	0,5	—	69,0
OCTOBRE	5,5	53,0		11,0	—	69,5
NOVEMBRE	17,0	55,5		2,0	—	74,5
DÉCEMBRE	17,5	29,5		3,0	—	50,0
JANVIER	15,5	59,0		2,0	—	76,5
FÉVRIER	6,0	30,0		2,0	—	38,0
TOTAL	102,0	505,5	4,0	22,5	0,0	634,0

B) Nombre total d'heures de travail supplémentaires réalisées par le personnel et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc...)*

	PROFESSIONNELS		PAYÉ		COMPENSÉ	
	NBR HEURES EFFECTUÉES	NBR HEURES EFFECTUÉES	MONTANT	NBR HEURES EFFECTUÉES	MONTANT	
AVRIL	25,50	21,00	655,84	4,50	141,75	
MAI	45,00	15,50	484,08	29,50	819,74	
JUIN	65,00	6,00	178,66	59,00	1 617,16	
JUILLET	25,50	6,50	180,31	19,00	511,73	
AOÛT	11,50	8,50	235,79	3,00	94,50	
SEPTEMBRE	66,50	43,00	1 264,37	23,50	664,26	
OCTOBRE	67,00	59,50	1 753,70	7,50	194,78	
NOVEMBRE	14,50	14,50	412,09	0,00	0,00	
DÉCEMBRE	22,50	22,50	644,85	0,00	0,00	
JANVIER	19,50	19,50	565,89	0,00	0,00	
FÉVRIER	24,00	9,00	261,18	15,00	388,20	
TOTAL DE LA CATÉGORIE	386,50	225,50	6 636,76	161,00	4 432,12	

* Données au 1^{er} mars 1996

G.13 À chacun des mois du dernier exercice budgétaire (1995-1996) pour chaque ministère et organisme, et ce par catégorie d'emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) :

B) Suite*

FONCTIONNAIRES	PAYÉ			COMPENSÉ	
	NBR HEURES EFFECTUÉES	NBR HEURES EFFECTUÉES	MONTANT	NBR HEURES EFFECTUÉES	MONTANT
AVRIL	22,50	3,00	80,82	19,50	502,53
MAI	70,50	34,25	877,58	36,25	864,36
JUIN	64,82	45,99	1 294,31	18,83	452,49
JUILLET	3,50	0,00	0,00	3,50	85,14
SEPTEMBRE	54,32	27,57	901,28	26,75	720,26
OCTOBRE	84,50	46,00	1 503,77	38,50	1 116,58
NOVEMBRE	149,25	75,75	2 345,12	73,50	1 892,98
DÉCEMBRE	84,25	53,75	1 669,69	30,50	868,05
JANVIER	110,00	100,75	2 921,87	9,25	222,86
FÉVRIER	8,50	6,00	165,84	2,50	93,53
TOTAL DE LA CATÉGORIE	652,14	393,06	11 760,28	259,08	6 818,78

OUVRIERS*	PAYÉ			COMPENSÉ	
	NBR HEURES EFFECTUÉES	NBR HEURES EFFECTUÉES	MONTANT	NBR HEURES EFFECTUÉES	MONTANT
OCTOBRE	9,50	9,50	186,87	0,00	0,00
TOTAL DE LA CATÉGORIE	9,50	9,50	186,87	0,00	0,00

PROFESSIONNELS FONCTIONNAIRES OUVRIERS*	PAYÉ			COMPENSÉ	
	NBR HEURES EFFECTUÉES	NBR HEURES EFFECTUÉES	MONTANT	NBR HEURES EFFECTUÉES	MONTANT
TOTAL DE L'ANNÉE	1 048,14	628,06	18 583,91	420,08	11 250,90
TOTAL OPC	1 048,14	628,06	18 583,91	420,08	11 250,90

* Données au 1^{er} mars 1996

G.13 À chacun des mois du dernier exercice budgétaire (1995-1996) pour chaque ministère et organisme, et ce par catégorie d'emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) :

C) Nombre total de jours de vacances pris par le personnel *

	PROFES- SIONNEL	PBTA	OUVRIER	CADRE SUPÉRIEUR	CADRE INTERMÉDIAIRE	TOTAL
AVRIL	15,0	78,0	2,0	9,5	7,0	111,5
MAI	15,5	59,0		1,0	3,0	78,5
JUIN	16,5	176,5	2,0	9,0	3,5	207,5
JUILLET	150,0	508,0	15,0	16,0	55,5	744,5
AOÛT	160,0	379,0		42,0	45,5	626,5
SEPTEMBRE	4,5	96,5	1,0		2,0	104,0
OCTOBRE	9,0	73,0			4,0	86,0
NOVEMBRE	5,0	34,5		1,0		40,5
DÉCEMBRE	7,0	31,0		2,0		40,0
JANVIER	40,0	76,0		7,0	8,0	131,0
FÉVRIER	4,5	35,5			1,0	41,0
MARS	—	28,5		10,0	6,0	44,5
TOTAL	427,0	1 575,5	20,0	97,5	135,5	2 255,5

* Données au 1^{er} mars 1996

G.14 Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes et ce pour chacun des exercices budgétaires depuis 1993-1994 :

- a) Évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emplois (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).

1) EFFECTIF RÉGULIER AUTORISÉ : AU 1^{ER} AVRIL 1993

Région	Québec	Montréal	Gaspé	Hull	Jonquière	Longueuil	Rimouski	Rouyn	Sept-îles	Sherbrooke	St-Jérôme	Trois-Rivières	TOTAL
Administratrices, administrateurs d'État	2	1											3
Cadres supérieures, cadres supérieurs	4	3											7
Cadres juridiques		1											1
Cadres intermédiaires	1	3		1	1	1	1	1		1	1	1	12
Avocates, avocats	3	15											18
Professionnelles professionnels	29	24											53
Techniciennes, techniciens	18	27	1	5	5	6,5	2	2	1	5	3,5	5	81
Personnel de bureau	21	20	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	51
Effectif régulier total	78	94	2	7	7	8,5	4	4	2	7	5,5	7	226

G.14 Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes et ce pour chacun des exercices budgétaires depuis 1993-1994 :

- a) **Évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emplois (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).**

ii) EFFECTIF RÉGULIER AUTORISÉ : AU 1^{ER} AVRIL 1994

Région	Québec	Montréal	Gaspé	Hull	Jonquière	Longueuil	Rimouski	Rouyn	Sept-îles	Sherbrooke	St-Jérôme	Trois-Rivières	TOTAL
Administratrices, administrateurs d'État	2	1											3
Cadres supérieures, cadres supérieurs	4	3											7
Cadres juridiques		1											1
Cadres intermédiaires	1	3		1	1		1	1		1	1	1	11
Avocates, avocats	2	14											16
Professionnelles professionnels	27	22											49
Techniciennes, techniciens	21	35	1	5	5		2	2	1	5	4	5	86
Personnel de bureau	20	18,5	1	1	1		1	1	0,5	1	1	1	47
Effectif régulier total	77	97,5	2	7	7	0	4	4	1,5	7	6	7	220

G.14 Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes et ce pour chacun des exercices budgétaires depuis 1993-1994 :

- a) Évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emplois (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).**

iii) EFFECTIF RÉGULIER AUTORISÉ : AU 1^{ER} AVRIL 1995

Région	Québec	Montréal	Gaspé	Hull	Jonquière	Longueuil	Rimouski	Rouyn	Sept-îles	Sherbrooke	St-Jérôme	Trois-Rivières	TOTAL
Administratrices, administrateurs d'État	1												1
Cadres supérieures, cadres supérieurs	2	1											3
Cadres juridiques													0
Cadres intermédiaires	1	2			1					1	1	1	7
Avocates, avocats	2	2											4
Professionnelles professionnels	14	5											19
Techniciennes, techniciens	15	19	1,5	4	4		2	2	1,5	4	3	4	60
Personnel de bureau	13	3											16
Effectif régulier total	48	32	1,5	4	5	0	2	2	1,5	5	4	5	110

L'effectif indiqué exclut les 14 ETC réguliers requis pour compenser le délai de 60 jours du préavis de mise en disponibilité des 85 ETC abolis.

G.14 Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes et ce pour chacun des exercices budgétaires depuis 1993-1994 :

- a) **Évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emplois (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).**

iv) EFFECTIF RÉGULIER AUTORISÉ : AU 1^{ER} AVRIL 1996

Région	Québec	Montréal	Gaspé	Hull	Jonquière	Longueuil	Rimouski	Rouyn	Sept-îles	Sherbrooke	St-Jérôme	Trois-Rivières	À réallouer	TOTAL
Administratrices, administrateurs d'État	1													1
Cadres supérieures, cadres supérieurs	2	1												3
Cadres juridiques														0
Cadres intermédiaires	1	2			1					1	1	1		8
Avocates, avocats	2	2												4
Professionnelles professionnels	14	5												25
Techniciennes, techniciens	15	19	1,5	4	4		2	2	1,5	4	3	4		64
Personnel de bureau	13	3												19
Effectif régulier total	48	32	1,5	4	5	0	2	2	1,5	5	4	5	14	124

G.14 Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes et ce pour chacun des exercices budgétaires depuis 1993-1994 :

- b) Évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;

	Au 1 ^{er} avril 1993	Au 1 ^{er} avril 1994	Au 1 ^{er} avril 1995	Au 1 ^{er} avril 1996
Nombre d'employés	6	7	2	2

- c) Nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;

	Au 1 ^{er} avril 1993	Au 1 ^{er} avril 1994	Au 1 ^{er} avril 1995	Au 1 ^{er} avril 1996
Nombre d'employés	14	15	15	15

- d) Nombre de postes par catégorie d'emplois et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);

Voir 14 a).

- e) Niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emplois pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;

Information non disponible.

- f) Nombre de postes occasionnels, temporaires et contractuels.

	Au 1 ^{er} avril 1993	Au 1 ^{er} avril 1994	Au 1 ^{er} avril 1995	Au 1 ^{er} avril 1996
NOMBRE DE POSTES				
- occasionnels	3	1	1	1
- temporaires	21	10	3	1
- contractuel	0	0	0	0

G.15 La liste des baux pour les espaces loués par la SIQ en indiquant pour chacun d'eux :

- . l'emplacement de la location;
- . la superficie du local loué;
- . la superficie réellement occupée;
- . la superficie inoccupée;
- . le coût de location au mètre carré;
- . le coût total de ladite location;
- . les coûts d'aménagement réalisés en 1995-1996, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- . la durée et la copie du bail.

EMPLACEMENT	SUPERFICIE LOCATIVE ET OCCUPÉE	TAUX (M.C.)	COÛT TOTAL	DURÉE DU BAIL		
				DÉBUT	FIN	
Gaspé	bureau	45,37	145,71	6 934,86	1993-06-01	2003-10-31
Hull	bureau	196,58	209,20	43 139,71	1978-01-01	2007-12-31
Jonquière	bureau	229,53	140,08	33 728,04	1993-05-01	1998-04-30
Montréal	bureau entrepôt	2 713,52 72,75 <u>2 786,27</u>	214,42 77,87	525 860,26	1994-08-01	1999-07-31
Québec	bureau entrepôt	2 071,61 205,49 <u>2 277,10</u>	164,49 112,48	417 605,39	1995-01-15	2005-01-04
Rimouski	bureau	129,79	142,86	19 450,35	Propriété S.I.Q.	
Rouyn-Noranda	bureau	127,30	175,40	23 422,49	1991-07-01	1996-06-30
Saint-Jérôme	bureau	157,77	175,23	30 090,78	Propriété S.I.Q.	
Sept-Îles	bureau	48,30	170,28	8 627,44	1992-02-01	2002-01-31
Sherbrooke	bureau	254,21	237,92	63 445,28	1989-07-15	2019-07-14
Trois-Rivières	bureau entrepôt	149,39 9,84 <u>159,23</u>	165,47 100,91	26 972,43	Propriété S.I.Q.	
TOTAL		6411,45		1 199 277,03 \$		

AMÉNAGEMENTS RÉALISÉS EN 1995-1996

. **BUREAU RÉGIONAL DE SAINT-JÉRÔME**

Travaux de déplacement de lignes informatiques et téléphoniques lors du déménagement du 1^{er} au 5^e étage, au 85, rue de Martigny Ouest.

COÛT : 1351 \$.

. **BUREAUX ADMINISTRATIF ET RÉGIONAL DE QUÉBEC**

Réaménagement de l'ensemble de l'effectif au 4^e étage du 400, boulevard Jean-Lesage

COÛT : 9368 \$.

. **BUREAUX ADMINISTRATIF ET RÉGIONAL DE MONTRÉAL**

Aménagement et réaménagement de l'effectif à Montréal, au Village Olympique

COÛT ESTIMÉ : 85 000 \$.

COPIE DU BAIL

- . L'Office n'a pas de copie des baux; ceux-ci sont détenus par la Société Immobilière du Québec.

G.16 Mise à part la SIQ, la liste des firmes en 1995-1996 qui louent des espaces en indiquant pour chacune d'elles :

- . **l'emplacement de la location;**
 - . **la superficie du local loué;**
 - . **la superficie réellement occupée;**
 - . **la superficie inoccupée;**
 - . **le coût de location au mètre carré;**
 - . **le coût total de ladite location;**
 - . **les coûts d'aménagement réalisés en 1995-1996, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;**
 - . **la durée et la copie du bail.**
-

Aucun espace n'a été loué par une firme autre que la SIQ durant l'exercice financier 1995-1996.

G.17 La liste des contrats, quel que soit le montant, attribués en 1995-1996 spécifiquement à des firmes de communication, de recherche ou de relations publiques en indiquant :

- . le nom de la firme (était-ce le plus bas soumissionnaire?);**
 - . le mandat et le résultat du contrat;**
 - . la durée du contrat;**
 - . le coût du contrat;**
 - . le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié).**
-

Voir réponse à G.7.

G.18 La liste des tarifs (droits et permis) en vigueur pour l'exercice financier 1995-1996 en indiquant:

- a) la tarification pour chacun des droits et permis reçus;**
 - b) le total des revenus perçus pour chacun des droits et permis exigés;**
 - c) pour l'année 1996-1997, la prévision du total des revenus qui seront perçus pour chacun des droits et permis exigés**
-

Ne s'applique pas à l'étude des crédits.

-
- G.19 a) Liste du personnel du cabinet du ministre en 1995-1996 en indiquant pour chaque individu :**
- . **la date de l'entrée en fonction;**
 - . **la date du départ, s'il y a lieu;**
 - . **le titre de la fonction;**
 - . **l'adresse du port d'attache;**
 - . **la classification;**
 - . **le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;**
 - . **le montant total des indemnités de départ versées;**
 - . **la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique.**
- b) Le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour l'exercice 1995-1996.**
- c) Le nombre total d'employés au cabinet.**
-

Cette question ne s'applique pas à l'Office de la protection du consommateur.

-
- G.20 a) Liste du personnel de la suite sous-ministérielle en 1995-1996 en indiquant pour chaque individu :**
- . **la date de l'entrée en fonction;**
 - . **la date du départ, s'il y a lieu;**
 - . **le titre de la fonction;**
 - . **l'adresse du port d'attache;**
 - . **la classification;**
 - . **le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés.**
- b) Le montant total des salaires et honoraires versés par la suite sous-ministérielle pour l'exercice 1995-1996.**
- c) Le nombre total d'employés de la suite sous-ministérielle.**
-

Cette question ne s'applique pas à l'Office de la protection du consommateur.

G.21 Liste des sommes d'argent versées en 1995-1996 à même le budget discrétionnaire : a) du ministre b) du ministère ou de l'organisme, en indiquant:

- . le nom de l'organisme ou de la personne concernés;
 - . le montant attribué;
 - . le projet visé et le résultat.
-

Cette question ne s'applique pas à l'Office de la protection du consommateur.

G.22 Liste des crédits périmés, par programmes et par éléments, pour l'exercice financier 1995-1996.

Programme 10 Protection du consommateur
Élément 01 Office de la protection du consommateur

Les crédits périmés sont estimés à 250 000 \$ pour l'exercice financier 1995-1996, dont un montant d'environ 240 000 \$ attribuable à l'activité «Causes-types M.I.U.F.».

G.23 La ventilation détaillée des dépenses afférentes aux transferts obtenus du gouvernement fédéral (préciser le montant reçu) en 1995-1996 dans le cadre des divers programmes à frais partagés; pour chacun de ces programmes, description sommaire du mode de subvention.

L'Office de la protection du consommateur ne reçoit aucun transfert du gouvernement fédéral.

G.24 Bilan à jour des mesures contenues dans le Plan stratégique du Grand Montréal relevant du ministère ou d'un organisme sous sa juridiction.

Cette question ne s'applique pas à l'Office de la protection du consommateur.

G.25 Liste du personnel permanent, contractuel ou occasionnel libéré ou embauché pour quelque opération reliée directement ou indirectement aux activités référendaires ou préréférendaires, en indiquant :

- . **le poste occupé;**
 - . **le port d'attache;**
 - . **le salaire ou honoraires;**
 - . **la durée et la nature du mandat ou du contrat;**
 - . **les frais de déplacement, d'hébergement et de repas.**
-

Aucun employé permanent, contractuel ou occasionnel n'a été libéré ou embauché pour quelque opération reliée directement ou indirectement aux activités référendaires ou préréférendaires.

G.26 Liste du personnel libéré pour les négociations dans la fonction publique :

- . **la masse salariale prévue à cet effet;**
 - . **le nombre de jours par employé prévus.**
-

Aucun membre du personnel de l'Office de la protection du consommateur n'est libéré pour les négociations dans la fonction publique.

G.27 Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc...) en indiquant :

- le poste initial
- le salaire
- le poste actuel, s'il y a lieu
- date de la mise en disponibilité.

Noms	Corps d'emploi initial	Salaire	Date de mise en disp.	Ministère/ Organisme receveur
Arsenault, Luce	276	25 653 \$	95-06-02	Revenu
Bechara, Gilberte	115	85 173 \$	95-06-02	ORH
Boisseau, Ginette	221	29 257 \$	95-06-02	Revenu
Boisvert, Irène	221	29 257 \$	95-06-02	Institut de tourisme
Boivin, Michel	200	28 015 \$	95-06-02	ORH
Boucher, René	108	57 039 \$	95-06-02	Revenu
Bouffard, Réjean	264	34 353 \$	95-06-02	SAAQ
Bourdon, Huguette	254	31 905 \$	95-06-02	CNT
Brunet, Jules	200-Pr	33 275 \$	95-06-02	Justice
Burelle, Lise	221	29 257 \$	95-06-02	SDI
Carbonneau, Chantal	221	29 257 \$	95-06-02	---
Carrier, Suzanne	221	29 257 \$	95-06-02	Office serv. garde enf.
Castonguay, Pierre	104	51 352 \$	95-06-02	Tourisme
Chabot, Martine	221	29 257 \$	95-08-04	MAICC
Chartier, Bernard	105	57 527 \$	95-06-02	Éducation
Chenier, Danielle	200	28 015 \$	95-06-02	CSST
Chouinard, Hélène	104	51 352 \$	95-06-02	Rég. bâtiment
Claveau, Guylaine	254-Pr	37 366 \$	95-06-02	CNT
Côté, Micheline	254-Pr	37 202 \$	95-06-02	CSST
Coutu, Marie	115	72 555 \$	95-06-02	Régie alcools, courses jeux
Crowley, Robert	103	45 512 \$	95-06-02	Revenu
Curras, Luis	115	85 173 \$	95-06-02	ORH
Cyr, Francine	221	29 257 \$	95-06-02	MMSR
Dauphin, Renée	254	30 097 \$	95-06-02	CNT
Denis, Gérard	115	72 555 \$	95-06-02	Régie alcools, courses jeux
Desjardins, Carmel	111	54 932 \$	95-06-02	ORH
Deziel, Isabelle	103	43 827 \$	95-06-02	Revenu
Dignard, Alice	105	57 527 \$	95-06-02	Éducation
Docquir-Rouleau, Louise	264	34 353 \$	95-06-02	Curat. public
Drolet, Claude	111	54 932 \$	95-06-02	ORH
Dufresne, Michel	254	32 855 \$	95-06-02	CNT

G.27 Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc...) en indiquant :

- le poste initial
- le salaire
- le poste actuel, s'il y a lieu
- date de la mise en disponibilité.

Noms	Corps d'emploi initial	Salaire	Date de mise en disp.	Ministère/ Organisme receveur
Dulude, Danielle	254	29 203 \$	95-06-02	CSST
Duquette, Hélène	111	54 932 \$	95-06-02	CSST
Durocher, Nicole	221	17 544 \$	95-06-02	CSST
Farner, Carole	254	28 344 \$	95-06-02	---
Gauthier, Pierrette	254	32 855 \$	95-06-02	CSST
Gendron, Jean-Marie	254	33 312 \$	95-06-02	Justice
Gosselin, Claude	108	55 647 \$	95-06-02	SAAQ
Guenette, Denis	254	30 992 \$	95-06-02	CSST
Guillot, Danielle	221	29 257 \$	95-06-02	Justice
Imonti, Richard	254	33 841 \$	95-06-02	CSST
Jolicoeur, Michel	254	30 992 \$	95-06-02	CNT
Lambert, Julie	254	28 344 \$	95-06-02	CNT
Langlois, Nicole	254-Pr	39 722 \$	95-06-02	ORH
Lapointe, Marianne	254	22 675 \$	95-06-02	CNT
Lauriault, Paul	254	33 841 \$	95-06-02	ORH
Lauzon, Lucie	103	42 806 \$	95-06-02	---
Lebeau, Françoise	115	82 506 \$	95-06-02	ORH
Legros, Daniel	254	29 203 \$	95-06-02	CSST
Loranger, Jean-Pierre	108	57 039 \$	95-06-02	---
Lussier, Carole	200-Pr	33 275 \$	95-06-02	CALP
Marcotte, Hubert	103	50 664 \$	95-06-02	ORH
Martel, Chantal	105	57 527 \$	95-06-02	Cons.statut femme
Massicotte, Sylvie	221	29 257 \$	95-06-02	Revenu
McAndrew, Michael	104	57 527 \$	95-06-02	Industrie, Comm.Techn.
Michaud, Gaétanne	297	34 243 \$	95-06-02	Env. Faune
Michaud, Colette	221	29 257 \$	95-06-02	ORH
Moreau, Claude	200	28 015 \$	95-06-02	IGIF
Murray, Gilles	111	54 932 \$	95-06-02	ORH
Paquette, Yves-Albert	115	68 599 \$	95-06-02	Comm. déont. polic.
Parent, Sylviane	104	51 352 \$	95-06-02	SHQ
Poulin, André	103	53 007 \$	95-06-02	Revenu

G.27 Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc...) en indiquant :

- le poste initial
- le salaire
- le poste actuel, s'il y a lieu
- date de la mise en disponibilité.

Noms	Corps d'emploi initial	Salaire	Date de mise en disp.	Ministère/ Organisme receveur
Racette, Line	221	29 257 \$	95-06-02	CNT
Richard, Geneviève	221	29 257 \$	95-06-02	ORH
Rioux, Jacqueline	254	33 841 \$	95-06-02	MMSR
Robichaud, Marcel	111	54 932 \$	95-06-02	ORH
Rochon, André-F.	115	84 665 \$	95-06-02	ORH
Saindon, Jean	103	54 932 \$	95-06-02	ORH
Savard, Louise	221	29 257 \$	95-06-02	---
Tardif, Diane	221	29 257 \$	95-06-02	Cons.exécutif
Tremblay, Lise	254	33 841 \$	96-01-05	ORH
Tremblay, Josée	221	29 257 \$	95-06-02	Affaires int.
Turpin, Claude	115	66 978 \$	95-06-02	CSST
Veillette, Marjolaine	264	32 362 \$	95-06-02	ORH
Veilleux, Sylvie	123	57 527 \$	95-06-02	Libér. SPGQ
Villeneuve, Monique	264	22 233 \$	95-06-02	---

CORPS D'EMPLOI :

- 103 Agent de la gestion financière
- 104 Agent d'information
- 105 Agent de recherche
- 108 Analyste en informatique et en procédés
- 111 Attaché d'administration
- 115 Avocat-notaire
- 123 Spécialiste en sciences de l'éducation
- 200 Agent de bureau
- 200-Pr Agent de bureau principal
- 221 Agente de secrétariat
- 254 Agent de protection du consommateur
- 254-Pr Agent de protection du consommateur principal
- 264 Technicien en administration
- 276 Téléphoniste-réceptionniste
- 297 Secrétaire principale

G.28 Liste du personnel hors structure par catégorie d'emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) rémunéré par le ministère qui n'occupe aucun autre poste dans ce ministère :

- . nom de la personne;
- . poste occupé;
- . salaire;
- . assignation initiale;
- . date de l'assignation hors structure;
- . date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

NOM DE LA PERSONNE	POSTE OCCUPÉ	SALAIRE	SITUATION	DATE ASSIGNATION HORS STRUCTURE	DATE DE FIN DE L'ASSIGNATION
BRUNET, Jules	200-05	33 275 \$	Mise en disponibilité; dossier de relation de travail en cours.	95-06-02	Indéterminée
GRENIER, Noël	630-IV	70 396 \$	Transition de carrière; conseiller cadre.	95-07-03	Indéterminée
VEILLEUX, Sylvie	123	57 527 \$	Libération syndicale, organisation du travail.	95-09-01	96-03-31 Risque de prolongation

G.29 La liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres :

- . **assignation initiale;**
 - . **assignation actuelle;**
 - . **salaire.**
-

Aucun membre du personnel de l'Office de la protection du consommateur n'est affecté à des organismes parapublics, non gouvernementaux et autres.

G.30 La liste du personnel rémunéré par des organismes parapublics non gouvernementaux et autres et affecté au ministère :

- . **assignation initiale;**
 - . **assignation actuelle;**
 - . **salaire.**
-

Il n'y a pas, à l'Office de la protection du consommateur, de personnel rémunéré par des organismes parapublics, non gouvernementaux et autres.

G.31 Liste des cadres et hauts fonctionnaires (administrateurs d'État) qui ont démissionné, qui ont été réaffectés ou mis à pied :

- . **salaire;**
 - . **date du changement;**
 - . **prime de séparation;**
 - . **assignation initiale;**
 - . **assignation actuelle.**
-

. **Deux cadres intermédiaires ont été mutés durant l'exercice financier 1995-1996 :**

NOM : Grenier, Michèle
SALAIRE : 54 775 \$
DATE DE LA MUTATION : 95-06-02
ASSIGNATION INITIALE : Cadre intermédiaire 5
ASSIGNATION ACTUELLE : Conseil du statut de la femme - Professionnelle

NOM : Lambert, Louise
SALAIRE : 54 114 \$
DATE DE LA MUTATION : 95-09-29
ASSIGNATION INITIALE : Cadre intermédiaire 5
ASSIGNATION ACTUELLE : Affaires culturelles - Professionnelle

. **Un cadre intermédiaire a été réaffecté durant l'exercice financier 1995-1996 :**

NOM : Sauvé, Marielle
SALAIRE : 44 139 \$
DATE DU CHANGEMENT : 95-11-27
ASSIGNATION INITIALE : Cadre intermédiaire 3
RÉAFFECTATION ACTUELLE : Office de la protection du consommateur - Technicienne en administration

G.31 Liste des cadres et hauts fonctionnaires (administrateurs d'État) qui ont démissionné, qui ont été réaffectés ou mis à pied :

- . **salaire;**
 - . **date du changement;**
 - . **prime de séparation;**
 - . **assignation initiale;**
 - . **assignation actuelle.**
-

. **Un vice-président a été mis à pied durant l'exercice financier 1995-1996 :**

NOM : Beudet, Guy
SALAIRE : 82 090 \$
DATE DU CHANGEMENT : 95-09-20
PRIME DE SÉPARATION : 41 045 \$
ASSIGNATION INITIALE : Vice-président
ASSIGNATION ACTUELLE : Aucune (abolition du poste).

. **Un cadre supérieur, un cadre juridique et un vice-président ont été identifiés en transition de carrière et ont été mutés durant l'exercice financier 1995-1996 :**

NOM : Bélair, Yvon
SALAIRE : 77 733 \$
DATE DE LA MUTATION : 96-01-03
ASSIGNATION INITIALE : Cadre supérieur III
ASSIGNATION ACTUELLE : Main d'oeuvre, Sécurité du revenu et Formation professionnelle - Cadre supérieur III

NOM : Valois Pierre
SALAIRE : 88 818 \$
DATE DE LA MUTATION : 95-10-05
ASSIGNATION INITIALE : Cadre juridique
ASSIGNATION ACTUELLE : Adoption internationale - Cadre juridique

NOM : Vignola, Jacques
SALAIRE : 85 173 \$
DATE DE LA MUTATION : 95-11-24
ASSIGNATION INITIALE : Vice-président
ASSIGNATION ACTUELLE : Ministère de l'emploi - Commissaire au travail

G.32 Liste du personnel par catégorie d'emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires) qui reçoit une double rémunération, soit celle rattachée à leur fonction et un revenu d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les régies régionales de la santé et les établissements hospitaliers, en indiquant :

- . salaire de la personne;
 - . montant reçu du régime de retraite.
-

Aucun membre du personnel de l'Office de la protection du consommateur ne reçoit une double rémunération.

P.51 Ventilation détaillée du total des subventions accordées par l'Office de la protection du consommateur aux divers organismes, en 1995-1996

ORGANISMES	1995-1996
Fédération des ACEF du Québec (FACEF) <ul style="list-style-type: none"> • ACEF de l'Abitibi-Témiscamingue • ACEF de Lanaudière • ACEF de la Mauricie • ACEF de la Péninsule • ACEF de la Rive-Sud de Québec • ACEF de Thetford-Mines • ACEF du Grand-Portage • ACEF du Nord de Montréal 	8000 \$ 10 000 \$ 19 000 \$ 17 000 \$ 10 000 \$ 13 000 \$ 15 000 \$ 10 000 \$ 18 000 \$
Fédération nationale des associations de consommateurs du Québec (FNACQ) <ul style="list-style-type: none"> • ACEF de l'Estrie • ACEF de Granby • ACEF de Québec • ACEF de la Rive-Sud de Montréal • ACEF du Haut Saint-Laurent 	5000 \$ 14 000 \$ 14 000 \$ 20 000 \$ 15 000 \$ 12 500 \$
Organismes non regroupés <ul style="list-style-type: none"> • ACEF Centre de Montréal • ACEF de l'Est de Montréal • ACEF de l'Outaouais • ACEF des Basses-Laurentides • ACEF des Bois-Francs • ACEF du Sud-Ouest de Montréal • ACEF Rimouski-Neigette et Mitis • Association des consommateurs du Québec (ACQ) • Association pour la protection automobile (APA) • Association pour la protection des intérêts des consommateurs de la Côte-Nord (APIC) • Carrefour d'éducation populaire de Pointe Saint-Charles • Carrefour d'entraide de Drummond • Centre de recherche et d'information en consommation de Port-Cartier (CRIC) • Groupe de recherche en animation et planification économique inc. (GRAPE) • Service budgétaire populaire d'Alma • Service budgétaire populaire de Chicoutimi-Nord • Service budgétaire populaire de l'Estrie • Service budgétaire populaire de Jonquière • Service budgétaire populaire de la MRC d'Asbestos • Service d'aide aux consommateurs de Shawinigan (SAC) 	26 000 \$ 20 000 \$ 18 000 \$ 21 000 \$ 17 000 \$ 20 000 \$ 8000 \$ 27 150 \$ 25 650 \$ 14 000 \$ 3350 \$ 10 000 \$ 15 000 \$ 16 000 \$ 11 000 \$ 7500 \$ 8000 \$ 6000 \$ 6250 \$ 15 000 \$
TOTAL	495 400 \$

P.52 Liste détaillée des organismes qui ont demandé une subvention à l'Office de la protection du consommateur, en 1995-1996, en indiquant :

a) ceux dont la demande est encore en traitement;

Toutes les demandes ont été traitées.

P.52 Liste détaillée des organismes qui ont demandé une subvention à l'Office de la protection du consommateur, en 1995-1996, en indiquant :

b) ceux dont la demande a été accueillie favorablement (nom de l'organisme et montant accordé);

ORGANISMES	1995-1996
Fédération des ACEF du Québec (FACEF)	8000 \$
• ACEF de l'Abitibi-Témiscamingue	10 000 \$
• ACEF de Lanaudière	19 000 \$
• ACEF de la Mauricie	17 000 \$
• ACEF de la Péninsule	10 000 \$
• ACEF de la Rive-Sud de Québec	13 000 \$
• ACEF de Thetford-Mines	15 000 \$
• ACEF du Grand-Portage	10 000 \$
• ACEF du Nord de Montréal	18 000 \$
Fédération nationale des associations de consommateurs du Québec (FNACQ)	5000 \$
• ACEF de l'Estrie	14 000 \$
• ACEF de Granby	14 000 \$
• ACEF de Québec	20 000 \$
• ACEF de la Rive-Sud de Montréal	15 000 \$
• ACEF du Haut Saint-Laurent	12 500 \$
Organismes non regroupés	
• ACEF Centre de Montréal	26 000 \$
• ACEF de l'Est de Montréal	20 000 \$
• ACEF de l'Outaouais	18 000 \$
• ACEF des Basses-Laurentides	21 000 \$
• ACEF des Bois-Francis	17 000 \$
• ACEF du Sud-Ouest de Montréal	20 000 \$
• ACEF Rimouski-Neigette et Mitis	8000 \$
• Association des consommateurs du Québec (ACQ)	27 150 \$
• Association pour la protection automobile (APA)	25 650 \$
• Association pour la protection des intérêts des consommateurs de la Côte-Nord (APIC)	14 000 \$
• Carrefour d'éducation populaire de Pointe Saint-Charles	3350 \$
• Carrefour d'entraide de Drummond	10 000 \$
• Centre de recherche et d'information en consommation de Port-Cartier (CRIC)	15 000 \$
• Groupe de recherche en animation et planification économique inc. (GRAPE)	16 000 \$
• Service budgétaire populaire d'Alma	11 000 \$
• Service budgétaire populaire de Chicoutimi-Nord	7500 \$
• Service budgétaire populaire de l'Estrie	8000 \$
• Service budgétaire populaire de Jonquière	6000 \$
• Service budgétaire populaire de la MRC d'Asbestos	6250 \$
• Service d'aide aux consommateurs de Shawinigan (SAC)	15 000 \$
TOTAL	495 400 \$

P.52 Liste détaillée des organismes qui ont demandé une subvention à l'Office de la protection du consommateur, en 1995-1996, en indiquant :

c) ceux dont la demande a été rejetée et les motifs du refus

Association des consommateurs du Canada (Québec) inc.

La demande ainsi que le rapport d'activités de l'organisme présentaient peu d'information.

Association des consommateurs pour la qualité dans la construction (ACQC)

La priorité a été accordée aux organismes offrant des services dans les secteurs d'activités de la compétence de l'Office.

Centre d'information et de recherche en consommation de Charlevoix-Ouest (CIRCCO)

Le faible volume d'activités offertes de même que la clientèle rejointe par l'organisme.

Centre populaire de Roberval

Le rapport d'activités était peu explicite sur la nature des interventions et plusieurs services offerts n'étaient pas directement reliés à la protection du consommateur.

Conseil de protection des automobilistes+

La priorité a été accordée dans ce secteur d'activités à un organisme offrant des services à l'ensemble de la population québécoise.

Service budgétaire populaire dynamique

Le volume de la clientèle rejointe était peu significatif et l'organisme offrait des services qui ne sont pas reliés à la protection des consommateurs.

P.53 Liste des avis, opinions et/ou recommandations soumis par l'Office de la protection du consommateur au ministre de la Justice, au ministre responsable de la protection du consommateur ainsi qu'à tout autre ministre en 1995-1996. Indiquer ceux qui ont été suivis par le gouvernement et ceux qui ne l'ont pas été. Joindre l'avis.

Aucun avis, opinion et/ou recommandation n'a été soumis par l'Office de la protection du consommateur au ministre de la Justice, au ministre responsable de la protection du consommateur ainsi qu'à tout autre ministre en 1995-1996.

P.54 Nombre total de renseignements et de plaintes acheminées à l'Office de la protection du consommateur ainsi qu'à chaque bureau régional en 1995-1996, par secteur, en distinguant ceux qui étaient adressés aux bureaux régionaux et ceux qui étaient adressés à l'Office de même qu'en distinguant les plaintes et les demandes de renseignements. Nombre de plaintes ou de demandes de renseignements traitées et rejetées avec les motifs le plus souvent invoqués pour conclure au rejet. De façon particulière:

Direction des renseignements, des plaintes et des permis (1995 - 1996)

Total de demandes de renseignements et plaintes par secteur

CATÉGORIE	DEMANDES DE RENSEIGNEMENT	PLAINTES	TOTAL
Véhicules de transport	57 258	21 159	78 417
Organismes et entreprises	64 201	1 833	66 034
Habitation	30 774	8 341	39 115
Mobilier et décoration	33 761	9 516	43 277
Services financiers	26 558	3 034	29 592
Services et biens personnels	16 202	3 646	19 848
Sports et loisirs	16 405	4 465	20 870
Services divers	13 289	1 850	15 139
Autres sujets	7 744	2 130	9 874
GRAND TOTAL	266 191	55 974	322 165

Données projetées au 1996.03.31

Total de demandes de renseignements et plaintes par bureau régional

BUREAUX	RENSEIGNEMENTS	PLAINTES	TOTAUX
01.Rimouski	6 687	1 467	8 154
02.Jonquière	17 428	2 998	20 426
03.Québec	47 612	6 887	54 499
04.Trois-Riv.	20 890	3 502	24 392
05.Sherbrooke	18 667	3 229	21 896
06.Montréal	113 046	26 956	140 002
07.Hull	13 416	3 374	16 790
08.Rouyn-Noranda	6 294	1 348	7 642
09.Sept-Iles	5 378	756	6 134
10.St-Jérôme	13 191	4 554	17 745
12.Gaspé	3 582	903	4 485
Total:	266 191	55 974	322 165

Projections à partir des données réelles au 96.01.31

La répartition par secteur n'est pas disponible.

P.54 Nombre total de renseignements et de plaintes acheminées à l'Office de la protection du consommateur ainsi qu'à chaque bureau régional en 1995-1996, par secteur, en distinguant ceux qui étaient adressés aux bureaux régionaux et ceux qui étaient adressés à l'Office de même qu'en distinguant les plaintes et les demandes de renseignements. Nombre de plaintes ou de demandes de renseignements traitées et rejetées avec les motifs le plus souvent invoqués pour conclure au rejet. De façon particulière: (SUITE)

- Toutes les plaintes et demandes de renseignements sont traitées par les bureaux régionaux.
- Plaintes relevant de la juridiction de l'Office : 55 974
- Toute demande n'étant pas sous juridiction de l'Office est transférée à l'organisme de juridiction: 71 874
- Renseignements fournis par l'Office dans le cadre de sa juridiction: 194 317
- Plaintes rejetées : 1 423

Motifs :

- . Plaine non fondée
- . Plaine incomplète
- . Plaine mal documentée
- . Plaine non sous la juridiction de l'O.P.C.

P.54 Nombre total de renseignements et de plaintes acheminées à l'Office de la protection du consommateur ainsi qu'à chaque bureau régional en 1995-1996, par secteur, en distinguant ceux qui étaient adressés aux bureaux régionaux et ceux qui étaient adressés à l'Office de même qu'en distinguant les plaintes et les demandes de renseignements. Nombre de plaintes ou de demandes de renseignements traitées et rejetées avec les motifs le plus souvent invoqués pour conclure au rejet. De façon particulière: (SUITE)

a) nombre de plaintes relatives aux "redresseurs" financiers et autres "spécialistes" financiers, suivi et résultats obtenus;

Nombre de plaintes : 58
Plaintes traitées : 58
Plaintes réglées : Les résultats sont attendus.

b) nombre de plaintes relatives aux "sectes" religieuses, suivi donné et résultats obtenus;

Les données ne sont pas disponibles.

c) nombre de plaintes sur les services de communication, suivi donné et résultats obtenus, par secteur;

Nombre de plaintes : 1 344
Plaintes rejetées : 51
Plaintes traitées : 1 293
Plaintes réglées : 1 016

d) nombre de plaintes relatives au secteur de la vente d'automobiles, suivi donné et résultats obtenus;

Nombre de plaintes : 971
Plaintes rejetées : 59
Plaintes traitées : 912
Plaintes réglées : 361

e) nombre de plaintes relatives au secteur de la location d'automobiles, suivi et résultats obtenus;

Nombre de plaintes : 105
Plaintes rejetées : 15
Plaintes traitées : 90
Plaintes réglées : 39

f) nombre de plaintes relatives aux agents de voyages et grossistes, suivi et résultats obtenus;

Nombre de plaintes : 318
Plaintes rejetées : 161
Plaintes traitées : 157
Plaintes réglées : 31

Il est à noter que la Loi sur les agents de voyages prévoit que le consommateur doit procéder par jugement.

g) suivi accordé lorsque la plainte ou la demande de renseignements a été rejetée pour le motif de la non-jurisdiction de l'Office.

Lorsque l'Office perçoit qu'une plainte ou un renseignement ne relève pas de sa compétence il réfère le consommateur à l'organisme de juridiction et n'assume pas le suivi.

P.55 En 1995-1996, nombre et nature des plaintes qui ont mené à des interventions juridiques, en distinguant celles qui ont été confiées ou menées par la Direction des affaires juridiques de l'Office et celles qui l'ont été par le ministère de la Justice ou le Procureur général, cheminement des dossiers, résultats obtenus et résultats des poursuites.

- Au cours de la période, 166 interventions juridiques ont été menées exclusivement et entièrement par les services juridiques de l'OPC.
- Les résultats de la majorité des poursuites enregistrées en 1995-1996 seront connus dans l'année financière 1996-1997.

P.56 Nombre et nature des dossiers réglés par médiation en 1995 - 1996

NATURE DES DOSSIERS	MÉDIATIONS ENTREPRISES	MÉDIATIONS RÉUSSIES
Agences	21	12
Aliments	27	17
Animaux	19	10
Appareils électroménagers	182	114
Argent	74	56
Assurance	8	8
Audiovisuel	151	119
Automobiles	712	314
Autres véhicules	21	13
Bijoux	1	0
Camping	3	3
Communications électroniques	739	626
Déménagement	3	0
Divers	75	52
Energie	103	74
Enseignement	433	357
Feu/Vol (système)	51	45
Funérailles	22	20
Garanties supplémentaires	38	14
Habitation - Achat	65	11
Habitation - Rénovation	362	191
Instrument de musique	3	2
Instrument de précision	5	4
Jouets	4	4
Location	59	33
Machinerie/Outils	12	10
Médicaments/Prothèses	3	0
Menus articles	45	37
Meubles/mobiliers	218	146
Motocyclettes	12	4
Ordinateurs domestiques	34	14
Produits de beauté	19	14
Produits entretien ménager	7	6
Publication/Edition	151	124
Services professionnels	1	1
Sports/Loisirs	36	23
Tourisme/Voyage	75	21
Vaisselle	4	1
Vêtements	73	49
TOTAL:	3871	2549

P.57

**Ventilation des effectifs à temps complet affectés à la médiation pour l'Office
et dans chacun des bureaux régionaux**

Il n'y a pas d'effectifs spécifiquement et exclusivement affectés à la médiation. Chaque agent de la protection du consommateur, dans l'exercice de ses tâches régulières, fait de la médiation.

P.58 Ventilation des effectifs de l'Office ainsi que de chacun des bureaux régionaux au 31 mars 1995 et au 31 mars 1996, en spécifiant la catégorie d'emploi ainsi que le nombre d'emplois occasionnels et contractuels.

**EFFECTIFS EN PLACE
VENTILATION AU 31 MARS 1995**

CATÉGORIE RÉGIONS	HORS CADRE	CADRE SUP.	CADRE INTER.	PROF. ⁽¹⁾	TECHN. ⁽²⁾	FONCT.	OCCAS.	CONTR.	TOTAL
Office	3	6	1	54	14	28	1	-	107
Bureaux régionaux									
Québec			1		9	2			12
Montréal			3		27	5			35
Gaspé					1				1
Hull					4				4
Jonquière			1		4				5
Rimouski			1		2	1			4
Rouyn			1		2				3
Sept-Îles					1				1
Sherbrooke			1		5				6
St-Jérôme			1		4	1			6
Trois- Rivières			1		4				5
	-	-	10	-	63	9	-	-	82
	3	6	11	54	77	37	1	-	189

⁽¹⁾ Inclut la catégorie avocat-notaire.

⁽²⁾ Inclut les agents de protection du consommateur

La différence entre les 210 ETC autorisés et l'effectif en poste est constituée de 21 postes vacants.

P.58 Ventilation des effectifs de l'Office ainsi que de chacun des bureaux régionaux au 31 mars 1995 et au 31 mars 1996, en spécifiant la catégorie d'emploi ainsi que le nombre d'emplois occasionnels et contractuels.

**EFFECTIFS EN PLACE
VENTILATION AU 31 MARS 1996**

CATÉGORIE RÉGIONS	HORS CADRE	CADRE SUP.	CADRE INTER.	PROF. ⁽¹⁾	TECHN. ⁽²⁾	FONCT	OCCAS.	CONTR.	TOTAL
Office	1	3	-	23	10	13	-	-	50
Bureaux régionaux									
Québec			1		7	1			9
Montréal			2		17	2			21
Gaspé					1.5				1.5
Hull			1		3				4
Jonquière			1		4				5
Rimouski					2				2
Rouyn					2				2
Sept-Îles					1.5				1.5
Sherbrooke			1		4				5
St-Jérôme			1		3				4
Trois- Rivières			1		4				5
	-	-	8	-	49	3	-	-	60
	1	3	8	23	59	16	-	-	110

⁽¹⁾ Inclut la catégorie avocat-notaire.

⁽²⁾ Inclut les agents de protection du consommateur

P.59. Ventilation du nombre total de personnes affectées, au sein de l'Office ainsi que pour chacun des bureaux régionaux, à la surveillance, au traitement des plaintes et aux demandes de renseignements au 31 mars 1995 et au 31 mars 1996.

RÉPARTITION PAR BUREAUX RÉGIONAUX AU 31 MARS 1995 ET AU 31 MARS 1996

DIRECTION	EFFECTIF AUTORISÉ	
	31 mars 1995	31 mars 1996
BUREAUX RÉGIONAUX		
Rimouski	4	2
Gaspé	2	1,5
Jonquière	7	5
Sept-Îles	1	1,5
Québec	13	9
Trois-Rivières	6	5
Sherbrooke	7	5
Montréal	35	21
Hull	6	4
Rouyn	4	2
Saint-Jérôme	6	4
SOUS TOTAL	91	60
OFFICE	59	27
TOTAL	150	87

P.60 Budget de chacun des bureaux régionaux, au 31 mars 1995 ainsi qu'au 31 mars 1996, en spécifiant la part du budget consacré à la location de locaux ainsi que la superficie occupée.

31 MARS 1995

Bureau	Superficie occupée (m.c.)	Budget au 31 mars		
		Loyer	Autres	Total
Rimouski	129,79	19,5	182,7	202,2
Gaspé	45,37	16,1	62,2	78,3
Jonquière	229,53	33,7	252,9	286,6
Sept-Iles	48,30	14,4	55,4	69,8
Québec	464,85	71,8	522,6	594,4
Trois-Rivières	159,23	27,0	246,1	273,1
Sherbrooke	254,21	63,6	292,0	355,6
Montréal	931,16	184,8	1 219,0	1 403,8
Hull	196,58	43,1	171,0	214,1
Rouyn-Noranda	127,30	23,4	160,6	184,0
Saint-Jérôme	175,56	32,7	235,1	267,8
TOTAL	2 761,9	530,1	3 399,6	3 929,7

31 MARS 1996

Bureau	Superficie occupée (m.c.)	Budget au 31 mars		
		Loyer	Autres	Total
Rimouski	129,79	19,5	91,3	110,8
Gaspé	45,37	6,9	71,2	78,1
Jonquière	229,53	33,7	200,8	234,5
Sept-Iles	48,30	8,6	52,8	61,4
Québec	284,64	59,8	470,5	530,3
Trois-Rivières	159,23	27,0	210,7	237,7
Sherbrooke	254,21	63,4	238,2	301,6
Montréal	931,16	202,4	889,1	1 091,5
Hull	196,58	43,1	129,3	172,4
Rouyn-Noranda	127,30	23,4	104,8	128,2
Saint-Jérôme	157,77	30,1	184,1	214,2
TOTAL	2 563,9	517,9	2 642,8	3 160,7

P.61 Ventilation du nombre de plaintes pénales portées contre des commerçants, en distinguant celles qui ont été confiées ou menées par la Direction des affaires juridiques de l'Office et celles qui l'ont été par le ministère de la Justice ou le Procureur général. Suivi et résultats obtenus ainsi que ventilation, par secteurs, des amendes imposées à des commerçants en 1995-1996.

SECTEURS	POURSUITES	JUGEMENTS	AMENDES
Automobile	13	35	123 930 \$
Pratique de commerce	38	75	124 400 \$
Isolation - rénovation	28	36	28 300 \$
Commerce itinérant	15	34	19 350 \$
Appareils domestiques	-	-	0 \$
Crédit	5	2	1 200 \$
Exécution successive	2	9	13 200 \$
Studio de santé	15	34	84 200 \$
Vente par correspondance	3	-	500 \$
Fiducie	4	5	2 200 \$
Autres	-	-	0 \$
Recouvrement de créances	-	3	13 630 \$
Arrangements funéraires	-	5	2 500 \$
Agents de voyages	7	11	333 000 \$
TOTAL	130	249	746 410 \$

- Toutes les plaintes pénales sans exception ont été portées par les services juridiques de l'OPC. Le Procureur général n'intervient qu'à l'étape de la judiciarisation des poursuites, i.e. après que le délai de 30 jours pour enregistrer un plaidoyer de culpabilité est expiré. Le dossier est à cette étape transféré au Procureur général pour procès.
- Depuis le 1^{er} septembre 1995 (moment où tous les dossiers pénaux ont été transférés au Procureur général), 102 jugements totalisant 297 474 \$ d'amendes ont été rendus dans les causes où l'OPC a été représenté par les substituts.
- Par ailleurs, entre le 1^{er} avril 1995 et le 1^{er} septembre 1995, l'OPC, représenté par les avocats de ses services juridiques, a obtenu 147 jugements totalisant 448 936 \$ d'amendes.

P.62

Liste détaillée et prix des permis nécessaires pour l'exercice d'un commerce par son détenteur et requis par les lois dont la surveillance est du ressort de l'Office, en 1995-1996 et prévisions pour 1997.

Permis	Tarif 95-96	Tarif 96-97
Commerçants itinérants (émis pour 2 ans)	Entre 109\$ et 7 423\$ selon la classe	Entre 111\$ et 7 423\$ selon la classe
Prêteurs d'argent (émis pour 2 ans)	218\$	222\$
Studios de santé (émis pour 2 ans)	218\$	222\$
Agents de recouvrement (émis pour 2 ans)	219\$	223\$
Garanties supplémentaires (émis pour 2 ans)	218\$	222\$
Agents de voyages (émis pour 1 an)	Détaillant: 451\$ Grossiste: 902\$ Transporteur: 1352\$ Succursale: 200\$ Transfert d'un permis: 50% du coût	Détaillant: 451\$ Grossiste: 902\$ Transporteur: 1352\$ Succursale: 200\$ Transfert d'un permis: 50% du coût
Exemptions (émises pour un an)	182\$	186\$

P.63 Copie du Plan stratégique 1996-1997 présenté au Conseil du trésor.

Voir le plan stratégique 1996-1997 présenté au Conseil du trésor par le ministre d'État aux Relations avec les citoyens.

P.64 **Prévision de référence ayant servi à l'élaboration du Plan stratégique 1996-1997
présenté au Conseil du trésor.**

Voir la prévision de référence ayant servi à l'élaboration du Plan stratégique présenté au Conseil du trésor par le ministre d'État aux Relations avec les citoyens.